



**Syndicat CGT**  
**Des travailleurs portuaires du Havre**



**Syndicat CGT**  
**Des personnels**  
**Du Grand Port Maritime de Rouen**



## **Le 9 OCTOBRE, 1<sup>er</sup> AVERTISSEMENT**

**POUR que cesse la politique de casse sociale du gouvernement**

-----  
**POUR envoyer un message fort concernant l'avenir des Ports Français**  
**CONTRE toute forme de Privatisation, régionalisation, métropolisation ou fusion**  
**POUR la sauvegarde de nos emplois et de nos acquis sociaux**

-----  
**POUR que le gouvernement fasse bien attention aux annonces qu'il fera**  
**aux assises de la mer, les 27 et 28 novembre prochain à Brest**

Alors que le gouvernement poursuit la casse de notre système social et de l'ensemble de nos droits collectifs, les inégalités se creusent, la précarité et la pauvreté ne cessent de gagner du terrain, certains peinent à vivre, à manger, à se soigner, quand d'autres se goinfrent sur notre dos !

Ce constat nous le faisons tous sans pour autant réagir et pourtant les provocations du président se multiplient, son sourire narquois et méprisant de nos conditions de vies en disent long sur sa vision à terme de notre système social.

Pensons-nous réellement qu'il faille, traverser la rue pour simplement obtenir un emploi, devoir accepter les réformes actuelles juste pour ne pas être catalogués comme des gaulois réfractaires, accepter de baisser nos aides sociales quand de l'autre côté est supprimé l'impôt sur la fortune, croire que le coût du travail est le mal de ce pays alors que la France n'a jamais produit autant de richesses, ne rien dire quand notre pays affiche la première place mondiale de reversement de dividendes aux actionnaires, ne pas s'apercevoir que nos systèmes sociaux d'assurance collective (retraite, santé ou chômage) sont en danger si on arrête de cotiser et donc d'y participer, CROYEZ-VOUS que nous ne devons pas siffler collectivement la fin de la partie et reprendre nos destins en main, pour notre survie sociale et celle des générations à venir ??????

Pour nous, le constat est clair et sans appel, le gouvernement doit changer sa politique rapidement pour une société plus juste, plus équitable, avec une réelle répartition des richesses, des garanties sociales et salariales de haut niveau, une retraite digne, un service public répondant aux réels besoins des usagers, etc...

Dans ce contexte général et face au constat du désengagement des gouvernements successifs condamnant nos ports français et notamment ceux autour de l'axe seine à être définitivement en retrait de leurs concurrents, la question de l'investissement, de la complémentarité et du respect des spécificités locales de nos ports a été reposée.

Dans ce débat, le gouvernement s'apprête aux « assises de la mer » les 27 et 28 novembre prochain, à annoncer de grandes décisions concernant le modèle économique de nos ports et une fois de plus, nous nous retrouvons face à la menace de la privatisation, de la fusion ou de la stigmatisation de nos professions dans le désordre actuel qui ronge les ports Français.

Bien évidemment, comme pour sa politique générale, le gouvernement ne fera jamais le constat des réformes successives de ces dernières années qui ont toutes prouvé leurs échecs ! Bien évidemment sera remis autour de la table le coût d'un travailleur portuaire et les grèves de ces dernières années !! Bien évidemment, et à l'image de ce qu'ils ont déjà fait pour la SNCF, pour les aéroports de paris, pour la poste, pour les services publics en général, ils vous diront que nous portuaires sommes le mal de notre profession.

Alors s'il le faut, encore une fois, nous prendrons notre courage à deux mains et fort du constat de ces dernières décennies et des propositions que nous avons faites pour développer nos ports et faire en sorte qu'ils s'inscrivent en totale complémentarité et sans en sacrifier un, nous n'hésiterons pas à mener une lutte de haut niveau pour la survie de nos professions.

L'investissement massif pour promouvoir et rendre viable nos places portuaires, le maintien en état des outils et l'adaptation des outillages pour répondre au besoin grandissant de nos activités, le travail essentiel pour faire respecter la convention collective nationale unifiée « ports et manutention » notamment sur tout l'axe seine, pour éviter le dumping social, tout en menant le combat pour faire respecter le droit des travailleurs portuaires et les obligations liées à la ré-internalisation des activités pour nos places portuaires, en sont les meilleurs exemples.

Une chose est sûre, que ce soit contre la politique actuelle du gouvernement ou spécifiquement concernant nos professions, nos syndicats CGT unis face à l'avancée du libéralisme et de la déréglementation des professions, resteront fortement mobilisés pour rappeler à tous ceux qui l'auraient oublié, que l'histoire sociale de notre pays et de nos professions s'est écrite par la lutte et toujours pour l'avenir de nos enfants.

**L'AVENIR NE DOIT PAS S'ECRIRE SANS NOUS**

***LES PORTUAIRES SONT PRETS A MENER CE COMBAT,  
QU'ILS N'EN DOUTENT JAMAIS***